

La révolte des Bonnets roses gronde

La filière porcine est-elle en train d'imploser ? La création en Bretagne de « Sauvons l'élevage français », mouvement de la base, témoigne de l'incapacité du système à apporter des solutions.

Ils défilèrent jeudi, à 11 h, devant la Maison du Porc, à Plérin, en bonnet rose, comme les Bonnets Rouges bretons qui ont fait reculer le gouvernement sur l'écotaxe. Combien seront-ils, ces éleveurs « apolitiques » qui veulent bousculer le système porcine ?

L'éleveur morbihannais René Le Goudivès, un des membres fondateurs de « Sauvons l'élevage français » en espère « **plusieurs milliers** ». Des hommes et femmes de tout le Grand Ouest, dit-il, en se référant « **aux nombreux appels téléphoniques reçus ces jours-ci** ». Des cochonniers, des laitiers aussi...

Ces éleveurs qui en ont « **marre de travailler pour rien** ». Tous n'auront pas leur bonnet rose. Faute de laine rose disponible chez Armor Lux, les organisateurs n'en ont trouvé que 500 dans un magasin de Landivisiau. Mais ils promettent de se faire entendre.

« Le tunnel de la mort »

À l'origine de ce mouvement, « **200 éleveurs de porcs, des petits et des gros (de 80 à 1 000 truies) qui agissent hors de tout cadre syndical et qui veulent donner un coup de pied dans la fourmière.** » Après une réunion à Saint-Caradec, ils se sont lancés. Sans véritables leaders, mais avec un plan d'actions. Ils considèrent devoir agir vite pour éviter que ne se réalisent les projections des centres de gestion : la disparition à court terme de 20 % des 5 800 éleveurs de porcs bretons. Le début de l'été leur avait pourtant redonné du baume au cœur avec un prix de 1,40 €, proposé au Marché du porc breton (marché au cadran) par les deux grands distributeurs-abatteurs, Intermarché et Leclerc.

Las ! La crainte que le MPB n'explose à la suite du retrait à l'achat de Cooperl et Bigard a forcé le président de l'Union des groupements (UGPVB), Michel Bloc'h, à deman-



Le rose, comme les cochons, c'est la couleur choisie par les éleveurs qui manifesteront jeudi à Plérin.

der aux grands distributeurs d'arrêter de payer le porc à ce prix-là. « **Aujourd'hui, les éleveurs de porcs sont dans le tunnel de la mort. À 1,07 € du kilo, on perd 30 à 40 € par porc alors qu'il nous faudrait au moins 1,40 € du kilo vif pour vivre.** » À les entendre, c'est tout le système qu'il faut revoir. Ils veulent « **changer les hommes et les idées et réduire le nombre de groupements (neuf) à deux trois, pas plus.** »

Dans un communiqué publié hier, la FDSEA d'Ille-et-Vilaine fait sienne cette demande. Elle demande à la grande distribution de privilégier la viande française dans les rayons et aux salaisoniers de freiner leurs achats de jambons en Espagne.

Besoin de compétitivité

Ils prévoient des actions dans leur direction dans les semaines à venir. Le président de l'UGPVB, qui doit les rencontrer jeudi à Plérin observe « **qu'ils réclament comme nous l'éti-**

quetage d'origine de la viande et la fin des distorsions de concurrence en Europe. »

François Palud, président de la vieille Association pour le maintien de l'élevage en Bretagne comprend ce « **début de révolte qui devrait s'accroître. Mais c'est de la compétitivité dont la filière a besoin.** »

Les députés (Les Républicains) au créneau

« **Députés de circonscriptions où l'agriculture pèse lourd, en emplois directs et de manière induite dans l'agroalimentaire, nous continuons à être interpellés par des agriculteurs qui se sentent totalement abandonnés par les pouvoirs publics et fustigent l'inaction gouvernementale et régionale,** » C'est ce que déclarent, d'une seule voix, les quatre députés Les Républicains bretons (Marc Le Fur, Côtes-d'Armor ; Philippe Le Ray, Morbihan ; Isabelle Le Callennec et Gilles Lur-

L'UGPVB ne dit pas autre chose. Dans un communiqué, l'Union rappelle qu'entre 2000 et 2014, la production porcine a augmenté de 12,7 % au Danemark, 22,2 % en Espagne et 28,9 % en Allemagne alors qu'elle a régressé de 4 % en France.

Franck JOURDAIN.

Crise du porc : les vérités de Daniel Picard

Il a présidé le Marché du porc breton (MPB) pendant 5 ans. Il livre son analyse des causes profondes de cette crise.

« **Un été assez particulier...** » Quand la Cooperl puis Bigard, les deux plus gros abatteurs de porcs en France (60 % de la production nationale), quittent le MPB, c'en est quasiment fini de cet outil de référence nationale. L'argument ? Le prix politique de 1,40 €/kg réclamé et obtenu, auprès du ministre Stéphane Le Foll, était économiquement intenable. « **Il n'y a pas eu de prix politique** », réfute Daniel Picard. C'était le prix du marché, généré par le marché lui-même : « **Il a monté jusqu'à 1,38 € de façon normale, mécanique et transparente.** D'ailleurs la Cooperl et Bigard ont d'abord joué le jeu, appuyant sur le bouton pour faire monter les enchères », rappelle-t-il. Ce 1,38 € n'était même pas le prix de l'Espagne, « **il n'avait rien d'artificiel** ».

« Plus le poids »

Le problème est venu d'Allemagne où, comme chaque été, le prix a baissé, « **mais cette fois de façon très brutale : 20 centimes d'un coup.** On a alors commencé à payer les hausses de production allemande et espagnole ». C'est là, le 7 août, que la Cooperl, puis Bigard, se retirent du MPB. « **Je n'ai pas grand-chose à reprocher à Bigard** », souligne Daniel Picard. Bigard a continué à abattre autant de porcs qu'avant, « **il n'a donc pas mis les éleveurs en difficulté** ». En revanche, la Cooperl « **s'est immédiatement recentrée sur ses seuls propres producteurs.** Arrêtant d'abattre 11 000 porcs par semaine... » Soit une baisse en volume de 10 % du marché. 11 000 porcs par semaine non abattus, pendant trois mois. Des stocks à l'origine « **de la crise actuelle** », accuse-t-il.

Paradoxe, depuis septembre, la Cooperl a fait remonter son taux d'abattage : « **+ 5 000 porcs par semaine...** » Comment ? « **En allant trouver les éleveurs en difficulté, qui ne savent plus à qui vendre, et**



Daniel Picard, naisseur-engraisseur à Plouigneau, dirige une exploitation de 430 truies.

en les incitant vivement à adhérer au groupement de la Cooperl... » Une cinquantaine d'éleveurs seraient ainsi venus rejoindre la coopérative. « **C'est logique : en pleine crise, la Cooperl se renforce.** » Notamment dans le Nord-Finistère, où les éleveurs n'ont plus d'abattoir à proximité, depuis la fermeture de Gad à Lampaul.

Le MPB a repris son cours, « **a minima.** De façon totalement déséquilibrée. Il vend deux fois moins de cochons qu'auparavant. Les éleveurs ne font plus le poids. » Comment rebondir ? « **En étant plus puissants. Il faudrait que nos leaders aient le cran de dire : oui, nous avons besoin du 1,40, à terme, pour redonner une leur d'espoir à la filière.** » Et inutile de créer une nouvelle organisation de producteurs, elle existe déjà : c'est le MPB. Mais plutôt que de s'attaquer à la fièvre, « **on a préféré casser le thermomètre...** » Une idée, au passage : « **La Cooperl veut son autonomie, elle a raison. Alors, divorçons. Délions nos structures. Et qu'elle laisse les autres éleveurs vivre leur vie...** »

La Cooperl n'a pas souhaité réagir, pour ne pas « **alimenter la polémique** ».

Christophe VIOLETTE.